



Après les suppressions d'emplois, la fin des promotions professionnelles

La direction générale continue son offensive contre les personnels.

Considérés comme un coût et pas une richesse dans un établissement comme l'AP-HP, les personnels subissent depuis de nombreuses années des suppressions d'emplois, des pressions sur les plannings et une vie professionnelle de plus en plus anxiogène.

Comme si cela ne suffisait pas, la direction générale s'attaque maintenant aux promotions professionnelles, seul ascenseur social de notre institution.

Ainsi les Aides Soignants qui s'inscrivent aujourd'hui au concours des IFSI reçoivent un courrier leur indiquant que leurs études ne seraient pas prises au titre de la promotion professionnelle (salaires pris en charge pendant 3 ans) et qu'ils doivent se financer seul. Ceci après avoir assuré aux syndicats qu'on ne touchait pas à la formation !

Avant on nous cachait les mauvais coups, aujourd'hui on nous ment !!

Quant aux concours d'IADE, IBODE, Kiné, soit ils sont supprimés en 2010 (IADE) soit réduits à la portion congrue (1 kiné) !

C'est qu'il faut payer le déficit de l'AP-HP (déficit créé par la T2A) et surtout les emprunts toxiques contractés par la direction générale qui a joué les fonds publics sur des marchés risqués.

Comme d'habitude c'est encore le personnel qui trime et qui trinque pendant

que d'autres se posent en stratèges, échafaudant un projet qui réduira l'importance de l'AP-HP et de l'hôpital public dans la région.

Alors que le coût de la vaccination de masse, véritable gabegie au seul profit des laboratoires pharmaceutiques équivaut au déficit de l'ensemble des hôpitaux publics, le ministère persiste et signe !

C'est bien un choix politique de laisser les hôpitaux s'enfoncer dans les déficits et de gaspiller l'argent de la sécurité sociale (notre argent) pour gonfler les dividendes des laboratoires !

Les personnels et les patients ne doivent pas payer ces choix qui nous entraînent inexorablement vers l'appauvrissement de notre système de santé public.

Plusieurs voix s'élèvent pour dire non à cette politique de casse du système de santé.

Les médecins de l'AP-HP, pourtant volontaires au début de la réforme s'aperçoivent aujourd'hui des dégâts engendrés et menacent de démissionner de leurs fonctions administratives. C'est un début, mais cela ne suffira pas.

Il faut une mobilisation de l'ensemble de la communauté médicale pour changer cette politique de casse de l'hôpital.

Nous proposerons à l'intersyndicale une riposte unitaire face aux mauvais coups de l'administration.